

Document d'information

SITUATION POLITIQUE EN AFRIQUE

Le continent africain continue d'attirer l'attention internationale pour des raisons humanitaires et à cause d'importants conflits militaires, ainsi que de nombreuses perturbations civiles qui ont ébranlé la majorité des régimes autoritaires au cours des deux dernières années. Mais, pour la première fois depuis près de dix ans, des agences internationales telles que l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) et autres constatent une évolution encore précaire mais positive dans trois domaines: progrès dans les réformes et la croissance économiques, l'amorce de solutions aux guerres civiles, et l'intérêt grandissant des pays pour le pluralisme politique.

Ce qui caractérise le plus l'Afrique depuis deux ans, c'est la transformation accentuée sur le plan politique, avec la montée des régimes à tendance démocratique. Cette évolution est marquée par l'introduction ou, dans plusieurs cas, le retour du multipartisme, dans près de 25 pays du continent et des îles avoisinantes. Ces transformations sur le plan politique sont suivies de près par des réformes encore hésitantes dans le domaine des institutions civiles et de l'État, tels le judiciaire et la presse. Un très grand nombre de journaux d'opposition sont apparus dans les pays engagés sur la voie des réformes démocratiques. Toutefois, la presse électronique sur le continent demeure en majeure partie sous le contrôle direct de l'État.

Bien que plusieurs pays soient toujours cités par les agences de presse internationales pour leurs violations des droits de la personne et leurs limitations des libertés civiles et politiques, un progrès remarquable a été accompli sur le plan de la libération des prisonniers politiques, l'introduction de structures judiciaires et la démocratisation du processus politique. Plus de 35 pays ont modifié ou introduit de nouvelles constitutions ou lois fondamentales qui offrent toutes les possibilités pour la mise en place d'États démocratiques garantissant le respect des libertés politiques, civiles et individuelles. Une prise de conscience se fait sur l'importance à accorder à la protection des droits de la personne. De même, un certain progrès s'est amorcé pour assurer la protection de l'enfance et pour reconnaître le rôle de la femme dans le développement.

Malgré les minces progrès enregistrés et la fin de la rivalité idéologique des grandes puissances sur le continent, les réformes politiques continuent, dans plusieurs pays, d'être précédées et accompagnées de perturbations civiles et de violence. Les événements récents dans une dizaine de pays qui ont amorcé des réformes démocratiques rappellent que le risque d'interventions